

MOHAMED SALEM OULD SALEK :

«La France ne veut pas de paix dans la région»

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères accuse la France d'empêcher la paix dans la région. Une position qui selon lui, est loin d'être «juste» et représente, de surcroît, une «menace» pour la sécurité dans la région.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Mohamed Salem Ould Salek est affirmatif. La France ne veut pas de paix dans la région. «Sinon, pourquoi elle soutient le Maroc contre vents et marées ?», a-t-il argué hier, lors d'une conférence tenue à Alger.

Pourtant, rappelle-t-il, «la France intervient militairement dans plusieurs pays tels que le Mali, la Syrie et la Libye, au nom de la défense des droits de l'Homme, mais en parallèle, elle empêche le Conseil de sécurité et la Minurso de veiller sur les droits des Sahraouis».

Pour lui, le soutien du Maroc dans sa décision de ne pas opérer le retour de la Minurso qui veille au maintien du cessez-le-feu dans les territoires occupés est loin d'être une position juste.

Le ministre sahraoui des Affaires étrangères se montre plus compréhensif à l'égard de l'Espagne, qui use de «tac-

tique» pour obliger le Maroc à ne pas être «regardant» sur la partie nord du royaume. «L'Espagne fait tout pour que le Maroc s'occupe de la partie sud», explique-t-il.

Par contre, la position de la France qui va à l'encontre de ses principes reste incompréhensive «si ce n'est la volonté de maintenir le conflit dans la région», conclut-il.

Une position qui représente d'ailleurs, poursuit-il, «une menace pour la sécurité et la paix dans la région». Selon lui, la France cherche à mettre la pression sur l'Algérie et influencer ses positions officielles. «La France a de lourdes responsa-



Mohamed Salem Ould Salek, ministre sahraoui des AE.

bilités», dit-il encore avant d'ajouter : «il ne faut pas oublier le soutien financier qu'apporte des pays du Golfe, notamment

l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes au Maroc et ce, depuis la guerre de 1975». Mohamed Salem Ould Salek rappelle par

ailleurs, le rôle du royaume dans la propagation de la drogue dans la région et l'implication des «barons» marocains dans les attentats de Madrid, Bruxelles et Paris. Selon lui, 90% des terroristes au nord du Mali sont impliqués dans le trafic de drogue au Maroc.

S'agissant de la dernière résolution du Conseil de sécurité qui contraint le Maroc à rapatrier les éléments de la Minurso qu'il a chassé et ce, dans un délai de trois mois, il déplore qu'à ce jour, «le royaume n'exprime aucune volonté sincère d'appliquer la résolution du Conseil de sécurité ainsi que la levée des entraves qu'il crée devant les efforts des Nations-Unies pour consacrer l'autodétermination du peuple sahraoui».

Ry. N.

IRAK

Les forces irakiennes poursuivent leur offensive au sud de Mossoul

Les forces irakiennes progressaient hier vers Al-Qayyarah au sud de Mossoul, le principal fief de Daesh dans le pays, ravivant une opération qui avançait lentement depuis plusieurs semaines.

Selon le commandement des opérations de la province de Ninive, dont Mossoul est le chef-lieu, cette nouvelle avancée «vise à libérer les villages situés à l'est d'Al-Qayyarah». Les forces ira-

kiennes ont lancé fin mars une offensive, première phase de l'opération pour reprendre Mossoul, deuxième ville d'Irak et considérée comme l'objectif le plus important de la campagne de

reconquête des territoires de Daesh.

L'opération est menée par l'armée aux côtés notamment des forces kurdes peshmergas. Elle leur a permis de se rapprocher de Hajj Ali, un village sur les rives du Tigre et dernière position clé de Daesh avant Al-Qayyarah, située à environ 60 km au sud de Mossoul. Les forces irakiennes sont soute-

nues par les frappes aériennes de la coalition internationale sous commandement américain.

Elles combattent également Daesh sur un autre front, celui de Fallouja, l'autre bastion du groupe ultraradical sunnite en Irak, situé à 50 km à l'ouest de Baghdad.

CHINE

Une explosion à l'aéroport de Shanghai fait quatre blessés

Quatre personnes ont été blessées hier dans une explosion provoquée par un engin artisanal au principal aéroport international de Shanghai dont le périmètre a été bouclé par la police chinoise, ont annoncé son gestionnaire et les médias officiels.

L'explosion est survenue à l'aéroport de Pudong près du comptoir d'enregistrement du terminal 2 dans l'après-midi, a déclaré l'Autorité de l'aéroport de Shanghai.

L'agence officielle Chine Nouvelle, qui cite les autorités, a déclaré que la déflagration avait été apparemment provoquée par un «engin explosif artisanal» et qu'elle avait fait quatre blessés, dont une personne qui s'était auto-infligé des blessures, laissant entendre qu'elle avait actionné l'explosif.

L'agence avait rapporté auparavant que l'explosion avait été provoquée par des pétards.

Cet incident survient alors au moment où les gens rentrent chez eux après des jours fériés, et à quelques jours de l'ouverture d'un parc Disney à Shanghai.

Plusieurs cas de personnes provoquant des explosions ou allumant des incendies pour se venger se sont produits récemment dans le pays.

MALI

La Minusma manque d'effectifs, de matériels adaptés et surtout de renseignement

La Mission de l'ONU au Mali (Minusma) manque d'effectifs et de matériels adaptés et surtout de renseignement, selon des responsables des Nations-Unies appuyés par des experts.

«En mai, la Minusma a perdu 12 Casques bleus — six Tchadiens, cinq Togolais et un Chinois — dans trois attaques terroristes», selon l'ONU qui a conduit son secrétaire général, Ban Ki-moon, à réclamer dans son rapport trimestriel des renforts et une modification du mandat de la Minusma.

«Les attaques sont de plus en plus complexes et sophistiquées, combinant des dispositifs explosifs placés en bord de route et des embuscades», a indiqué M. Ban,

insistant sur le fait que «la Minusma est devenue la première cible des groupes extrémistes violents».

Ses demandes, portant notamment sur 2 500 militaires et policiers supplémentaires, pour un effectif actuel d'environ 12 000, seront examinées par le Conseil de sécurité le 16 juin. Le chef d'état-major de la force militaire de la Minusma, le général Hervé Gomart, a pour sa part souligné que bon nombre de pertes proviennent d'attentats sur les routes, mais reconnaît ses

défaillances en terme de renseignement. «Pour agir contre les groupes terroristes, il faut savoir où ils sont, combien ils sont et comment ils agissent», a expliqué le général Gomart devant la presse jeudi.

«Cela demande des moyens techniques qu'aujourd'hui nous n'avons pas. Mais cela demande surtout du renseignement qu'on appelle «humain». «Il y a des gens qui savent qui pose les mines et les IED (engins explosifs improvisés, Ndlr). Il y a des gens qui savent où ils sont fabriqués, et on n'a rien», a-t-il déploré. «Nous avons besoin de davantage de coopération de la part des Maliens», a insisté le général Gomart.

Une dizaine de morts dans des affrontements entre groupes rivaux

Une dizaine de personnes ont été tuées samedi au Mali, lors d'affrontements entre groupes armés, ont indiqué hier les services de sécurité.

«Nous avons été obligés d'intervenir militairement. Au cours des affrontements, nous avons tué une dizaine d'ennemis et nous avons aussi des prisonniers», a déclaré Ali Ag Bako, un combattant du Gambia, cité par l'AFP.

«Une milice peule voulait installer une base militaire dans la commune de Gandamia, non loin de la ville de Douentza» (centre nord), a-t-il expliqué. Démentant

«catégoriquement» cette version des faits, le président du Gambia Izo, Mohamed Attaib Sidibé, a affirmé pour sa part, que le Gambia avait tendu une embuscade à des éléments de son groupe. «Nos éléments étaient en campagne de sensibilisation près de Douentza dans le cadre du désarmement. Le Gambia a tendu une embuscade et a froidement tué nos éléments, emportant notre bétail. Il y a eu aussi dix prisonniers et des blessés», a affirmé M. Sidibé.

«Nous avons perdu une dizaine de combattants», a précisé Oumar Diallo, un autre membre du Gambia Izo, faisant état d'une tension «très vive» dans la zone et assurant que «ces crimes ne resteront pas impunis».

PALESTINE

36 Palestiniens arrêtés par l'armée d'occupation israélienne en Cisjordanie en 48 heures

Neuf Palestiniens ont été arrêtés hier par l'armée d'occupation israélienne en Cisjordanie, portant à 36 le nombre d'interpellations à l'encontre de Palestiniens ces dernières 48 heures dans la région, a rapporté le Club des prisonniers palestiniens.

Les forces d'occupation ont procédé à l'arrestation de trois membres du département des affaires islamiques d'Al-Qods, alors que quatre autres Palestiniens, dont un député, ont été interpellés à Al-Khalil, a indiqué le Club. Ce dernier a également fait état de deux arrestations de Palestiniens à Ramallah et Beit Lahm.

L'armée d'occupation israélienne mène quotidiennement des campagnes d'arrestation arbitraires à l'encontre de dizaines de Palestiniens dans les villes et les localités de la Cisjordanie sous divers prétextes. Près de 7 000 Palestiniens ont été arrêtés au cours de l'année 2015 dont 400 enfants âgés de moins de 18 ans, selon un bilan officiel.